



Paris, 10 juillet 2014

Mr Dave Prentis
Secrétaire Général
UNISON

La fédération CGT des Services Publics vous apporte son soutien pour l'action que vous menez ce 10 juillet 2014 suite à l'intransigeance et au refus de négocier des employeurs locaux.

Nous sommes confrontés à des politiques d'orientations similaires dans notre pays.

Depuis 2010, le point d'indice qui sert de base au calcul des traitements des agents des services publics de l'Etat, des agents des collectivités locales et des services de santé est gelé.

Cette mesure est programmée jusque 2017 et cela entraîne une baisse importante des pouvoirs d'achats pour les actifs et les nouveaux et futurs retraités des fonctions publiques en France.

Il s'agit d'une des traductions des politiques d'austérité menées par nos gouvernements successifs pour répondre aux injonctions du patronat français mais aussi de l'Union Européenne entêtée dans la mise en œuvre de ces plans draconiens.

Cette politique s'accompagne aussi de nombreuses suppressions d'emplois de fonctionnaires qui devraient encore se multiplier dans les années à venir.

L'augmentation du nombre d'années de cotisations pour pouvoir bénéficier de la retraite a également été imposée aux salariés du privé et du public, ainsi que le report de la revalorisation des pensions.

Le gouvernement réduit les dotations qu'ils donnent aux collectivités territoriales avec une volonté de les réorganiser afin de réduire l'emploi public et de réaliser des économies budgétaires.

Face aux politiques d'austérité menées un peu partout en Europe, prônées par la Commission Européenne et le Conseil Européen, nous avons besoin d'une Autre Europe qui développe le Service Public, la Justice Sociale et l'emploi pour tous.

L'austérité n'est pas la solution, mais au contraire elle aggrave la crise et freine la croissance.

Nous vous assurons de notre total et indéfectible soutien et vous souhaitons un grand succès pour votre action du 10 Juillet 2014 qui permette que vos revendications et propositions soient entendues et acceptées par votre gouvernement.

POUR LA FEDERATION CGT des Services Publics
Le secteur Europe - International

Didier LOUVET